

La version prononcée fait foi

## **Budget de 2018 : Égalité et croissance pour une classe moyenne forte**

### **Allocution de l'honorable Bill Morneau, c.p., député**

Le 27 février 2018

Monsieur le Président, la semaine dernière, j'ai passé du temps avec quelques classes de cinquième et de sixième année de l'école publique primaire Rose Avenue au centre-ville de Toronto.

C'est une école extraordinaire.

L'anglais est la langue seconde de 85 % des élèves.

Ils sont intelligents et curieux, et ils travaillent fort.

Et, lorsqu'ils ont eu l'occasion de me poser des questions sur le budget d'aujourd'hui, et bien, Monsieur le Président, tous les députés de cette chambre en auraient été fiers.

Ces élèves, âgés de 10 ans et de 11 ans, voulaient savoir ce que notre gouvernement faisait pour aider les peuples autochtones.

Ils ont posé des questions au sujet des sciences et de la recherche fondamentale.

Et des questions au sujet du soutien aux aînés, de la protection de la nature, de la hausse de l'immigration et de l'aide aux sans-abri.

Ils m'ont même posé des questions à propos des relations entre le Canada et les États-Unis.

Mais voulez-vous savoir, Monsieur le Président, ce qui m'a le plus impressionné? C'était la mesure dans laquelle chacune des questions était axée sur l'avenir.

Les enfants de l'école Rose Avenue – et des écoles partout au pays – se soucient de l'avenir.

Ils savent que les décisions que nous prenons aujourd'hui transformeront le monde dans lequel ils grandiront.



Et ils se fient à nous pour prendre de bonnes décisions – des décisions judicieuses – pour qu’ils aient de meilleures possibilités de poursuivre leurs propres rêves, d’avoir de bons emplois, et de contribuer à leur tour au bien-être de leur communauté.

Monsieur le Président, c’est la raison d’être de ce budget.

Il s’agit d’un plan qui accorde la priorité aux gens.

Et qui investit dans les Canadiennes et les Canadiens et dans ce qui compte le plus pour eux.

Ce plan s’appuie sur le travail acharné des Canadiens, et nous maintient concentrés sur l’avenir.

Le budget de 2018 est aussi un plan qui respecte le choix que les Canadiens ont fait il y a un peu plus de deux ans.

À ce moment-là, les Canadiens avaient la possibilité de maintenir le cap.

Ils pouvaient garder en poste un gouvernement qui favorisait des compressions et un ensemble de politiques ratées qui ont donné lieu à un chômage persistant et à la décennie de la croissance économique la plus faible depuis les pires moments de la Grande Dépression...

ou ils pouvaient choisir une approche marquée par une plus grande confiance et une plus grande ambition.

Les Canadiens ont choisi la deuxième option.

Ils ont fait confiance à un nouveau gouvernement, parce qu’ils savaient que nous leur faisons confiance.

Nous avons équilibré cette confiance avec une saine gestion des finances publiques qui comprend une baisse du ratio de la dette au produit intérieur brut (PIB), et nous avons donné aux Canadiens les outils dont ils ont besoin pour réussir.

Tout d’abord, nous avons haussé les impôts des plus riches, afin de pouvoir les réduire pour la classe moyenne.

Nous avons ensuite mis en place l’Allocation canadienne pour enfants, pour donner aux parents à faible et à moyen revenu plus d’argent dans leur poche chaque mois pour les aider à défrayer le coût d’élever leurs enfants.

Et cet été, deux ans plus tôt que prévu, nous allons nous assurer que cette allocation suive le rythme croissant du coût de la vie.

Grâce à l'Allocation canadienne pour enfants, les familles reçoivent en moyenne 6 800 dollars par année, libre d'impôts, pour des livres, des leçons de hockey ou des vêtements chauds pour l'hiver.

Cela veut dire qu'aujourd'hui, à peu près 300 000 enfants de moins vivent sous le seuil de la pauvreté – une réduction de 40 % depuis 2013.

Afin d'accroître la confiance des Canadiens en leur avenir, nous avons renforcé le Régime de pensions du Canada, dans le but d'aider les travailleurs d'aujourd'hui et des prochaines générations.

Grâce à la confiance que les Canadiens nous ont accordée, nous avons pu aider près de 900 000 aînés au moyen d'augmentations du Supplément de revenu garanti.

Nous avons aidé les étudiants à progresser en augmentant les montants des prêts d'études canadiens.

Nous avons baissé l'impôt des petites entreprises, tout en veillant à ce que les plus fortunés paient leur juste part.

Nous aidons un plus grand nombre de personnes à trouver un foyer sûr et abordable par la mise en place de la toute première Stratégie nationale sur le logement de l'histoire. Et nous collaborons avec les provinces, les territoires et les villes pour soutenir la stabilité du marché du logement.

Nous offrons le meilleur départ possible à un plus grand nombre d'enfants grâce à nos investissements dans l'apprentissage préscolaire et la garde des jeunes enfants adaptés aux réalités locales.

Nous avons maintenant en place des ententes avec neuf provinces et territoires en vue de créer un plus grand nombre de places en garderie abordables et de grande qualité dont, nous le savons, les familles canadiennes ont besoin.

Et il ne faut pas oublier que la grande majorité des mères seules qui reçoivent l'Allocation canadienne pour enfants touchent un revenu annuel de moins de 60 000 \$, et que maintenant, elles reçoivent en moyenne 9 000 \$ en prestations libres d'impôt.

Au cours de la dernière année, Monsieur le Président, ces investissements ont réellement été productifs.

L'économie canadienne se porte bien – remarquablement bien.

Au cours des deux dernières années, les Canadiens ont créé près de 600 000 nouveaux emplois grâce à leur travail. La plupart de ces emplois étaient à temps plein.

Le taux de chômage avoisine les niveaux les plus bas enregistrés depuis plus de 40 ans. Monsieur le Président, notre plan fonctionne parce que les *Canadiens* travaillent.

Aujourd'hui, le Canada est à la tête de tous les pays du G7 en matière de croissance économique – et les Canadiens ont confiance en leur avenir, que ce soit pour réduire leur dette, épargner pour acheter leur première maison, ou retourner aux études pour avoir la formation nécessaire pour un nouvel emploi.

C'est pourquoi nous pouvons investir dans les priorités des Canadiennes et des Canadiens, tout en améliorant de façon continue nos résultats financiers.

Nous sommes conscients que nous avons des défis à relever dès maintenant – et nous nous attaquons à ces défis.

Nous savons que les entreprises s'inquiètent des résultats des négociations entourant l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et des changements apportés récemment au régime d'impôt des États-Unis.

Nous ferons preuve de vigilance afin de nous assurer que le Canada demeure le meilleur endroit au monde pour investir, créer des emplois et faire des affaires – et nous le ferons de façon responsable et minutieuse en laissant les données probantes, et non les émotions, orienter nos décisions.

Pendant ce temps, nous devons demeurer concentrés sur notre objectif à long terme, soit de bâtir une économie qui fonctionne pour tout le monde.

Vu que l'économie est forte et que la croissance s'est installée, notre gouvernement croit que le moment est venu de se concentrer sur les défis plus profonds qui freinent notre économie et notre population.

Cela signifie qu'il faut veiller à ce que tous les Canadiens aient des chances réelles et égales d'avoir du travail, de contribuer à notre économie et de réussir.

Cet objectif est important, non seulement pour des raisons d'équité, mais pour assurer une croissance durable au Canada.

Pour la première fois de notre histoire, on compte maintenant un plus grand nombre de Canadiens âgés de 65 ans ou plus que de jeunes de moins de 15 ans.

Monsieur le Président, cela représente tout un défi.

Qui prendra la relève à mesure que de plus en plus d'aînés quitteront le monde du travail?

Nous estimons que le succès futur du Canada dépend de la possibilité pour chaque Canadien de travailler, et de bien gagner sa vie grâce à ce travail.

Et cela comprend les Canadiennes; elles sont talentueuses et ambitieuses et travaillent fort.

Monsieur le Président, je tiens à vous raconter une histoire au sujet de l'une de ces femmes.

Elle s'appelle Joan. Je l'ai rencontrée il y a quelques mois, au Collège Algonquin où elle étudie.

Encouragée par sa fille, Joan a décidé de reprendre les études après avoir élevé ses enfants.

Quand elle s'est inscrite au collège, la première fois, elle avait l'intention d'étudier la planification d'événements.

Cependant, une fois sur place, elle a changé d'avis et décidé qu'elle voulait devenir une femme de métier. Après ses études, elle est devenue apprentie plombière.

Au début, Joan n'entrevoit pas un avenir dans les métiers. Elle sera la première personne à vous dire que ce choix a surpris beaucoup de gens.

Toutefois, elle estime aussi qu'il s'agit de sa véritable vocation. Elle fait bien ce travail, et c'est le travail qu'elle veut faire.

Elle n'a jamais regretté son choix.

Je vous raconte cette histoire parce que ce sont les personnes comme Joan – des personnes qui ont le courage d'essayer de nouvelles choses et de tracer de nouvelles voies – qui sont à la base d'une économie forte aujourd'hui et à l'avenir.

Au cours des 40 dernières années, la participation accrue de femmes au marché du travail a représenté environ le tiers de la croissance du produit intérieur brut (PIB) du Canada par habitant.

Cela a engendré un niveau de vie plus élevé pour tous les Canadiens, grâce au travail acharné des femmes comme Joan qui se sont jointes au marché du travail ou qui y sont retournées.

C'est grâce à ces femmes et à leur contribution à l'économie que le revenu des ménages est maintenant plus élevé, que moins d'enfants vivent dans la pauvreté et que tous les Canadiens sont dans une meilleure situation financière.

En même temps, malgré tous les progrès que nous avons constatés, il y a toujours des obstacles persistants qui retiennent trop de femmes.

Il y a quelques semaines, le premier ministre a lancé un défi aux leaders mondiaux du milieu des affaires.

Il leur a dit qu'un changement fondamental était nécessaire, et que chacun d'entre eux pouvait agir immédiatement à cet égard.

Il parlait du besoin d'embaucher, de promouvoir et de maintenir en poste plus de femmes.

Comme l'a dit le premier ministre, il ne s'agit pas uniquement de la bonne chose à faire.

Il s'agit du choix intelligent.

Monsieur le Président, les calculs sont révélateurs.

En moyenne, une femme gagne seulement 69 cents pour chaque dollar gagné par année par un homme. Et ce, même si les trois quarts des jeunes femmes ont obtenu un certificat ou un diplôme de niveau postsecondaire.

Même les femmes qui ont terminé des études dans des domaines à forte demande, comme les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques, gagnent, en moyenne, 9 000 \$ de moins par année que leurs pairs masculins.

Ce n'est pas juste, Monsieur le Président. Et ce n'est pas très intelligent non plus.

Nous savons qu'une diversité accrue de la main-d'œuvre fait augmenter la productivité et la rentabilité. Des études ont démontré qu'un meilleur équilibre hommes-femmes entraîne à lui seul une plus forte croissance.

Selon le Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale, une augmentation de 1 % de la diversité des sexes se traduit par une hausse de 3,5 % du revenu des entreprises qui cherchent activement à embaucher plus de femmes.

Et les résultats sont encore meilleurs quand des femmes occupent des postes de direction.

Lorsque des femmes occupent des postes de direction, leur entreprise bénéficie de résultats financiers plus solides, d'une innovation accrue et d'une prise de décisions plus efficace au conseil d'administration.

Et je peux vous affirmer, Monsieur le Président, que notre Cabinet est plus fort, que notre gouvernement est plus fort et que les Canadiens sont mieux servis du fait que la moitié des personnes autour de la table sont des femmes fortes, intelligentes et efficaces.

C'est en raison de ces résultats que notre ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique a proposé récemment des modifications – que cette chambre a adoptées – à la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* visant à exiger que les sociétés constituées sous le régime fédéral déclarent tous les ans le niveau de diversité de leur équipe de haute direction et de leur conseil d'administration.

Réfléchissons donc à ce que l'égalité peut représenter pour le Canada.

Le McKinsey Global Institute estime qu'en prenant des mesures pour faire progresser l'égalité des femmes – comme employer plus de femmes dans les domaines technologiques et augmenter leur participation au marché du travail – l'économie du Canada pourrait y gagner 150 milliards de dollars d'ici 2026.

Et de même, Recherche économique RBC estime que s'il y avait eu une représentation égale des femmes et des hommes dans la population des travailleurs, le Canada aurait fait croître la taille de son économie de 4 % l'année dernière.

Quatre pour cent, Monsieur le Président!

Lorsque j'élabore des budgets, je me bats pour chaque dixième pour cent de croissance.

Même si nous réalisons cet objectif de moitié – c'est-à-dire ajouter 2 % à la taille de notre économie – ce serait un gain réellement important.

Il en découlerait plus d'emplois pour la classe moyenne et plus de Canadiens qui ont l'argent pour payer leurs factures et épargner en vue de leur retraite.

Alors, qu'allons-nous faire?

Comment allons-nous nous assurer que plus de femmes et de filles puissent être autonomes et aider leurs familles – tout en contribuant à notre croissance économique?

Premièrement, en réalisant des progrès sur la question du salaire égal pour un travail de valeur égale.

Dans ce budget, le gouvernement fait un pas historique et important dans cette direction en proposant un projet de loi qui prévoit l'équité salariale proactive dans les secteurs sous réglementation fédérale.

Nous savons qu'il est impossible d'apporter, du jour au lendemain, ce changement nécessaire pour toutes les Canadiennes.

Mais ce que nous *pouvons* faire, c'est de donner l'exemple.

Et nous espérons que cet exemple amènera *tous* les employeurs à réfléchir à la sous-évaluation du travail accompli par des femmes trop souvent constatée. Et nous espérons qu'ils prendront des mesures pour aider à combler l'écart salarial entre les sexes.

Deuxièmement, nous devons reconnaître que cet écart est en partie attribuable au fait que les tâches liées à la garde et au soin des enfants incombent généralement, et de façon disproportionnée, aux femmes.

Dans ce budget, nous offrons une nouvelle Prestation parentale partagée d'assurance-emploi, à prendre ou à laisser, pour encourager les deux partenaires des familles à deux parents à se partager de façon égale le travail lié aux enfants.

Grâce à la Prestation parentale partagée d'assurance-emploi, les familles biparentales qui acceptent de partager un congé parental pourraient obtenir cinq semaines supplémentaires de congé. Ainsi, il serait plus facile pour les femmes de retourner plus tôt au travail, si elles choisissent de le faire.

Et lorsque cette précieuse période tirera à sa fin, les familles auront besoin d'un accès accru à des services de garde d'enfants abordables et de qualité.

Nous nous sommes déjà engagés à investir plus de 7,5 milliards de dollars dans l'apprentissage préscolaire et la garde des jeunes enfants, ce qui pourrait permettre de créer jusqu'à 40 000 nouvelles places subventionnées au cours des trois prochaines années, tout en rendant les places existantes plus abordables.

Troisièmement, nous devons en faire plus pour que plus de femmes occupent des postes de gestion et de leadership.

Nous répondons donc à l'appel des membres du Conseil canado-américain pour l'avancement des femmes entrepreneures et chefs d'entreprise en adoptant une approche complète pour aider les femmes entrepreneures.

De cette façon, ces femmes pourront faire croître leurs entreprises, créer des emplois et avoir accès au mentorat et au capital dont elles ont besoin pour faire passer leurs entreprises au niveau suivant.

Enfin, Monsieur le Président, nous savons que nous ne pouvons pas agir pour promouvoir l'égalité sans affronter certaines vérités qui sont difficiles à admettre.

Des mouvements comme #MoiAussi et #TimesUp ont levé le voile sur des situations et des comportements qui, trop souvent, ne sont pas signalés.

Pour mieux soutenir les personnes qui ont été victimes de harcèlement sexuel en milieu de travail, nous augmenterons le financement de l'aide juridique partout au pays afin que les victimes puissent mieux comprendre leurs droits et obtenir l'aide dont elles ont besoin.

Monsieur le Président, je tiens à ajouter que le travail que nous accomplissons pour augmenter la participation des femmes à notre économie et à notre société se manifeste dans l'ensemble de notre budget. Aucune décision budgétaire n'a été prise sans tenir compte d'une analyse comparative entre les sexes plus, ou ACS+.



Nous sommes très reconnaissants de l'aide que la ministre de la Condition féminine nous a donnée afin de pouvoir réaliser cet objectif.

Toutefois, nous croyons fermement que cet exercice ne doit absolument pas servir uniquement à l'élaboration du budget de cette année. Il faut que tous les budgets futurs soient préparés de cette façon.

Afin de garantir que les enjeux des sexes demeurent une considération clé pour les gouvernements futurs, notre gouvernement cherchera à présenter un nouveau projet de loi sur l'ACS+ destiné à faire de la budgétisation fondée sur les sexes un élément permanent du processus budgétaire fédéral.

De plus, nous renforcerons la capacité du gouvernement d'effectuer ce travail important en faisant des investissements supplémentaires dans Condition féminine Canada et, enfin, en transformant cet organisme en ministère à part entière au gouvernement du Canada.

Avec ce budget nous doublons la mise sur notre plan d'investir dans la classe moyenne, et dans ceux qui travaillent fort pour en faire partie.

Nous y arriverons en renforçant les programmes qui ont le plus grand impact sur la vie des gens, et en les rendant plus faciles à obtenir.

Ce qui comprend la nouvelle Allocation canadienne pour le travail.

Cette allocation, qui sera plus accessible et plus généreuse que la Prestation fiscale pour le revenu du travail qu'elle remplace, s'inscrit dans un programme renforcé qui répond mieux aux besoins réels des travailleurs canadiens.

L'Allocation canadienne pour le travail permettra aux travailleurs à faible revenu d'avoir plus d'argent dans leurs poches pendant qu'ils travaillent. Cela encouragera plus de personnes à se joindre au marché du travail et à y rester, et accordera une aide concrète à plus de 2 millions de Canadiens.

Nous allons aussi faire en sorte qu'il sera plus facile pour les travailleurs d'obtenir l'Allocation à laquelle ils ont droit.

En rendant cette allocation plus généreuse et en la versant automatiquement à toutes les personnes admissibles, nous aiderons à sortir environ 70 000 Canadiens de la pauvreté d'ici 2020.

Tel que je l'ai mentionné plus tôt, nous avons pris des mesures pour bonifier l'Allocation canadienne pour enfants afin que les prestations qu'elle procure suivent l'évolution du coût de la vie.

Nous continuerons également à faire des investissements qui aideront les personnes en période de transition, par exemple celles qui se joignent au marché du travail, qui suivent un programme de formation en vue d'un nouvel emploi ou qui planifient leur retraite.

Nous effectuons des investissements supplémentaires dans notre ambitieux Plan pour l'innovation et les compétences, y compris des mesures de soutien ciblées pour les femmes du secteur des métiers comme Joan, et pour les nouvelles arrivantes qui cherchent un emploi valorisant.

Nous prenons également des mesures pour nous assurer que notre régime fiscal est équitable envers tous les Canadiens.

L'économie ne peut fonctionner pour tous lorsque ce n'est pas tout le monde qui paie sa juste part. C'est pourquoi nous avons donné à l'Agence du revenu du Canada un financement de 1 milliard de dollars dans nos premiers budgets pour la lutte contre les paradis fiscaux étrangers.

Chaque dollar que nous investissons dans cette activité devrait nous rapporter 5 \$ en revenus recouverts.

C'est une question d'équité, Monsieur le Président.

Nous nous assurons également que le taux d'imposition des petites entreprises – qui est en voie de baisser à 9 %, soit le taux le plus faible parmi les pays du G7 – est offert seulement aux petites entreprises qui souhaitent investir, croître et créer plus d'emplois.

Nous changeons les règles pour 3 % des sociétés privées, parce que les Canadiens les plus riches ne devraient pas pouvoir recourir à des sociétés privées pour payer moins d'impôt que la classe moyenne.

Monsieur le Président, en faisant des investissements judicieux aujourd'hui – le type d'investissements qui mènent à des chances réelles et égales de réussir pour plus de gens – nous pouvons créer une économie canadienne tournée vers l'avenir.

Une économie qui répond aux besoins d'un monde en évolution et qui donnera aux jeunes élèves de l'école Rose Avenue de vraies chances de se développer et de briller, dans des emplois qui conviendront à leurs compétences, et qu'ils occuperont avec enthousiasme.

Pour reprendre les paroles de Neil Turok, de l'Institut Périmètre, ce sont notre curiosité, notre courage, notre créativité et notre esprit de collaboration qui nous mènent à innover.

Ces qualités nous incitent à créer de nouvelles technologies qui améliorent notre vie quotidienne, qui améliorent notre état de santé, qui stimulent notre économie et qui font progresser notre pays.

Afin de favoriser cet esprit d'innovation et de contribuer à la création des nouvelles industries et des nouveaux emplois sur lesquels notre économie s'appuiera dans les années à venir, nous réaliserons d'importants nouveaux investissements dans les scientifiques et les chercheurs canadiens afin qu'ils aient le financement et le soutien dont ils ont besoin pour accomplir leur travail.

L'examen du soutien fédéral à la science fondamentale, dirigé par David Naylor, nous a signalé l'importance d'investir dans les personnes à l'origine des prochaines grandes idées pour faire progresser les entreprises canadiennes et la compétitivité à long terme du Canada.

C'est exactement ce que nous faisons dans ce budget, Monsieur le Président.

Le budget de 2018 représente le plus grand investissement de l'histoire du Canada dans la recherche fondamentale dirigée par des chercheurs.

Qui plus est, nous veillerons à ce que les nouveaux fonds destinés à la recherche soutiennent la prochaine génération de chercheurs afin de pouvoir bâtir une collectivité scientifique qui ressemble davantage au Canada, c'est-à-dire une collectivité plus diversifiée et comptant un plus grand nombre de femmes.

Notre gouvernement croit également que la dimension la plus importante de notre avenir qui doit être améliorée, comparativement à notre passé, concerne la relation entre le Canada et les peuples autochtones.

Ensemble, nous travaillons fort pour améliorer la qualité de vie des Premières Nations, des Inuits et de la Nation métisse au Canada.

Ce budget investit dans de nouveaux outils pour aider les nations à se rebâtir et à accélérer l'autodétermination et l'autonomie gouvernementale fondées sur la reconnaissance des droits des Autochtones pour que, dans notre avenir partagé, les peuples autochtones aient le contrôle de leur destin et prennent leurs propres décisions à l'égard de leur avenir.

À cette fin, nous effectuons de nouveaux investissements qui accéléreront les travaux pour donner accès à de l'eau potable et salubre à un plus grand nombre de communautés autochtones avant l'échéance prévue.

Nous avons déjà levé 52 avis d'ébullition de l'eau à long terme, et nous sommes sur la bonne voie pour éliminer tous les autres avis d'ici mars 2021.

Nos investissements permettront de créer de meilleures possibilités pour les peuples autochtones de décrocher de nouveaux emplois et de maintenir de bons emplois bien rémunérés.

Ces investissements permettront de bâtir plus de logements abordables et sûrs dans les communautés inuites, des Premières Nations et de la Nation métisse.

Et ils donneront lieu à un meilleur soutien des services à l'enfance et à la famille, qui porte une attention particulière à la prévention, pour que les enfants autochtones ne soient pas retirés de leur famille et de leur communauté.

Afin de faire progresser l'important travail de réconciliation, nous investissons également dans le Gord Downie and Chanie Wenjack Fund, pour promouvoir un dialogue interculturel et créer des lieux et des espaces réservés à la réconciliation, afin que plus de Canadiens puissent participer à l'élaboration d'une relation nouvelle et meilleure avec les peuples autochtones.

Comme le dit souvent le premier ministre, lorsqu'il s'agit du renouvellement de la relation entre le Canada et les peuples autochtones, nous avons une responsabilité de faire mieux, et d'en faire plus.

Ce budget nous aidera à assumer cette responsabilité, au profit des femmes, des hommes et des enfants autochtones, ainsi que de tous les Canadiens.

Monsieur le Président, le budget d'aujourd'hui est un budget pour tout le monde, pour les Canadiens de l'ensemble du pays.

Afin de rassembler les gens et les communautés, nous augmenterons le financement pour le **multiculturalisme**, nous fournirons de nouveaux fonds pour assurer la réussite des Canadiens noirs et tenir des consultations sur une nouvelle approche nationale contre le racisme pour lutter contre la discrimination.

Afin d'aider plus de personnes à obtenir un logement abordable, nous nous efforçons de trouver des solutions novatrices, comme l'initiative Financement de la construction de logements locatifs qui permettra de construire 14 000 nouveaux logements locatifs répartis dans toutes les régions du pays.

Cette mesure s'appuie sur notre Stratégie nationale sur le logement, qui permettra de créer plus de 100 000 nouveaux logements et de réparer 300 000 logements.

Afin de protéger la vie privée des Canadiens ainsi que notre pays et son économie numérique, nous investissons plus de 750 millions de dollars dans la cybersécurité.

Afin d'aider les familles et les communautés que dévaste la **crise des opioïdes**, nous investissons plus de 230 millions de dollars dans des mesures additionnelles d'intervention en réponse à la crise, dont un financement d'urgence supplémentaire destiné aux provinces et aux territoires, pour que les individus puissent accéder à des services de traitement fondés sur des données probantes et obtenir l'aide dont ils ont besoin.

Afin d'aider les travailleurs des **industries saisonnières**, comme la transformation du poisson et le tourisme, nous chercherons à régler le problème du « trou noir » des prestations d'assurance-emploi, en aidant les familles à joindre les deux bouts jusqu'au début de la prochaine saison de travail.

Avec nos partenaires provinciaux, nous protégerons les emplois dans le secteur forestier dans le Canada atlantique en mettant fin à la propagation de la **tordeuse des bourgeons de l'épinette**.

Partout au pays, nous ferons de nouveaux investissements en vue de soutenir des **ports pour petits bateaux** sécuritaires et accessibles – qui sont essentiels à l'industrie de la pêche et aux communautés côtières du pays.

Le gouvernement du Canada en fera plus pour **appuyer les communautés de langues officielles en situation minoritaire**, et pour assurer le dynamisme et la vigueur de la francophonie canadienne.

Nous créerons des emplois dans l'ensemble des régions du Canada et offrirons des mesures de soutien adaptées aux femmes entrepreneures au moyen d'investissements dans nos agences de développement régional : l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA), l'Agence de développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC), l'Agence canadienne de développement économique du Nord (CanNor), l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario (FedDev), l'Initiative fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario (FedNor), et Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO).

Nous en ferons plus aussi pour aider les personnes vulnérables de la planète grâce aux nouveaux investissements les plus importants depuis plus d'une décennie dans l'**aide internationale**, dont un soutien accru aux femmes et aux filles du monde dans le cadre de la Politique d'aide **internationale féministe du Canada**.

Les Canadiens sont fiers de leur régime universel public d'assurance-maladie – un régime qui est fondé sur les besoins des personnes, et non sur leur capacité de payer. Toutefois, des améliorations doivent toujours être apportées.

À l'heure actuelle, au moins un Canadien sur dix ne peut pas se permettre les médicaments sur ordonnance dont il a besoin. Chaque année, plus d'un million de Canadiens sont obligés de se priver de nourriture et de chauffage pour pouvoir se permettre d'acheter des médicaments, et ceux qui peuvent se le permettre sont confrontés aux coûts les plus élevés des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Pour remédier à cette situation, nous avons créé un Conseil consultatif sur la mise en œuvre d'un régime d'assurance-médicaments national – dirigé par le D<sup>r</sup> Eric Hoskins – avec pour mandat d'étudier, d'évaluer et, en fin de compte, de recommander des options sur la voie à suivre pour une assurance-médicaments qui place les Canadiens en tête de liste.

Enfin, Monsieur le Président, ce budget énonce une réalité que tous les Canadiens comprennent déjà : notre qualité de vie, et notre prospérité actuelle et future, sont étroitement liées à l'environnement dans lequel nous vivons.

La beauté extraordinaire de la nature, des parcs et des endroits sauvages du Canada est au cœur de notre identité canadienne.

Nous avons tous été dans ces endroits, Monsieur le Président.

Peut-être pour pratiquer le camping en famille ou faire une randonnée tranquille en solitaire dans la forêt.

Nous sommes nombreux à avoir pêché sur la glace avec nos amis.

Ou appris à nager au bout d'un quai dans un lac très froid.

Nous sommes plusieurs à avoir regardé nos enfants lancer des roches pour faire des ricochets au bord d'une rivière, ou jouer dans les feuilles par un beau jour d'automne.

Ces expériences font partie de ce qui nous définit en tant que Canadiens.

Et nous avons pu le constater l'an dernier, Monsieur le Président.

Lorsque nous avons encouragé les Canadiens à visiter nos parcs nationaux l'an dernier, ils ont répondu *par millions*. Certains parcs étaient si occupés qu'ils ont dû refuser l'accès à des visiteurs!

Nous avons constaté la popularité de notre programme d'entrée gratuite; c'est pourquoi nous avons décidé de laisser les enfants entrer gratuitement dans les parcs nationaux canadiens, et ce, de manière permanente.

Mais, contrairement aux gouvernements qui nous ont précédés, nous savons que les Canadiens méritent plus que des mesures « suffisantes » lorsqu'il s'agit de protéger ces terres que nous aimons tellement.

Et donc, Monsieur le Président, nous contribuons à la tenue de l'un des plus grands engagements de l'histoire du Canada en matière de conservation, en investissant 1,3 milliard de dollars pour conserver plus de terres et de plans d'eau, et pour protéger la biodiversité et les espèces en péril.

Le Canada est un des plus beaux endroits sur Terre. C'est à nous de le garder ainsi.

Monsieur le Président, au cours des derniers mois, alors que je traversais le pays en préparation du budget, j'ai eu la chance de rencontrer des Canadiennes et des Canadiens et d'écouter leurs histoires.

Des histoires de difficultés et de frustrations, mais aussi de générosité et d'espoir.

Ces histoires m'inspirent.

Et je suis inspiré à en faire encore plus pour aider la prochaine génération à se débarrasser des obstacles qui nous freinent depuis trop longtemps.

Je suis fier d'être le père de deux jeunes femmes et de deux jeunes hommes.

Un matin, il y a quelques semaines, lorsque j'étais seul à la maison, j'ai remarqué une affiche accrochée au-dessus du lit de ma fille.

En caractères gras, il y avait cette citation de Malala Yousafzai disant : Il est impossible pour nous tous de réussir si la moitié d'entre nous sont retenus.

*Il est impossible pour nous tous de réussir si la moitié d'entre nous sont retenus.*

J'ai compris en un éclair une chose évidente.

Elle comprend. La nouvelle génération a compris.

Les enfants de l'école publique Rose Avenue – ils comprennent aussi. Il est temps que le reste d'entre nous le saisisse.

Monsieur le Président, avant de choisir la politique, je travaillais dans le secteur privé. Et en tant que ministre des Finances, j'ai maintenant l'occasion de rencontrer régulièrement les principaux dirigeants d'entreprises du Canada.

Et je peux vous dire qu'aucun premier dirigeant d'entreprise n'accepterait quelque chose qui retient arbitrairement la moitié du personnel de son organisation.

Cela n'a tout simplement aucun sens. Pourtant, en tant que société... Nous laissons cette situation se produire.

Non pas arbitrairement, mais systematiquement.

Nous changeons cela aujourd'hui, Monsieur le Président, avec ce budget élaboré pour et par les Canadiens.

Dans ce budget, nous relevons de plein front le défi de l'égalité – en posant des questions difficiles et en commençant à offrir des solutions.

Nous prenons des mesures pour faire le suivi de nos progrès, afin que notre gouvernement et tous les gouvernements qui suivront soient tenus de rendre des comptes à ce sujet.

Monsieur le Président, on ne peut plus faire demi-tour.

La directrice du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, a affirmé qu'une meilleure rémunération et de meilleures possibilités économiques pour les femmes étaient « une évidence du point de vue économique ».

Notre gouvernement est d'accord.

Et nous continuerons donc de travailler fort. Pour montrer au Canada et au reste du monde ce dont nous sommes capables.

La mesure de notre esprit d'équité.

Et notre *savoir-faire*.

Nous y gagnerons tous.

Merci.